



EXTRAIT : QUESTION N° 07

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Publié le 29/10/2024

Séance du 28 octobre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre d'Administrateurs présents : 9

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 22 octobre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame CRANCE – Madame GERVAIS – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, excusé – Madame KRAUSS, pouvoir à Mme LEPRIZE – Madame MOREAU, pouvoir à Mme TRONEL – Madame LE GAGNE, excusée – Monsieur CANNEVA, excusé – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée – Monsieur HEISSAT, pouvoir à Mr LEFILLEUL – Madame GUERIN, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

**07- BUDGET ANNEXE SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE (SAAD)
Renouvellement convention de prise en charge financière des bénéficiaires UNADEV**

Parmi ses objectifs, l'UNADEV (Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels) propose d'accompagner financièrement ses adhérents qui bénéficient d'interventions d'un prestataire titulaire d'un agrément / autorisation « services à la personne », ce qui est le cas du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD).

Suite à un appel à candidatures de l'UNADEV en vue de labelliser des structures de services à la personne et de s'engager dans une démarche de développement de la qualité, le SAAD du CCAS de Saint Malo avait approuvé par délibération du 8 décembre 2020 une convention cadre formalisant ce partenariat.

Cette première convention ayant pris fin au 31 décembre 2023, l'UNADEV a lancé un nouvel appel à candidature. Les conventions de renouvellement n'ont été adressées aux services prestataires qu'au mois d'août 2024, il convient donc de l'approuver pour les financements versés à compter du 1^{er} janvier 2024. Compte tenu du transfert du SAAD à l'ADS Côte d'Émeraude au 1^{er} janvier 2025, la convention sera dénoncée au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après avoir délibéré,**

APPROUVE

Le renouvellement de la convention de partenariat entre l'UNADEV et le CCAS.

PRECISE

Que le Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Dol de Bretagne est habilité à recevoir pour le compte du CCAS les sommes versées par l'UNADEV.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 12 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**

A blue ink signature, appearing to be 'SL', is written over a horizontal line.

**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

Convention cadre de prise en charge financière avec un Prestataire d'accompagnement et d'aide à domicile

Entre

UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DÉFICIENTS VISUELS, Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée en Préfecture de Gironde le 18 novembre 1929, dont le siège social est situé 12 rue de Cursol à Bordeaux (33000), identifiée sous le numéro RNA W332002934 et sous le numéro SIREN 781 846 845, représentée aux fins des présentes par Madame Manuelle MELLADO agissant en qualité de Présidente de l'Association, dûment habilitée à l'effet des présentes,
Ci-après dénommée « **Unadev** »,

D'une part,

Et,

CCAS ST MALO, déclaré sous la forme juridique
, dont le siège social est situé SAINT MALO (35400), 16 BD VILLEBOIS
 MAREUIL, titulaire de l'agrément service à la personne n°
, enregistrée auprès du RCS de sous le numéro ..
, représentée aux fins des présentes par Madame Pascale LAPORTE,
 agissant en qualité de
, dûment habilitée à l'effet des présentes,
 Ci-après dénommée « **le Prestataire** »,

D'autre part ;

L'Unadev et le Prestataire sont individuellement ou collectivement désignés par la(les) Partie(s).

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSE CE QUI SUIT :

Préambule

L'Unadev a pour objet, sur un territoire à la fois national et international d'agir en faveur des déficients visuels, quel que soit leur âge, en vue de leur procurer une assistance, un soutien, un accompagnement et une aide au quotidien, le cas échéant par un maintien à domicile, défendre leurs intérêts collectifs en assurant leur représentation auprès des instances publiques, les informer sur leurs droits et les dispositifs d'aide et d'accompagnement existants, faciliter leur insertion sociale et professionnelle, sensibiliser le grand public aux problèmes qu'ils rencontrent, mener une politique de prévention des maladies ophtalmiques, leur procurer les soins nécessaires, promouvoir la recherche scientifique et médicale, les accompagner vers l'autonomie et promouvoir leur accès à l'éducation, la formation, l'enseignement, la culture, au sport et aux loisirs et, d'une manière générale, mener toute action ou opération en lien direct ou indirect avec les buts précédemment énoncés.

Le Prestataire a pour objet

Le Prestataire a obtenu le Label Unadev jusqu'au 31 décembre 2027.

Dans le cadre de son objet social, l'Unadev soutient le projet de vivre dans le respect de l'autonomie, de l'inclusion sociale et du respect de la citoyenneté des personnes aveugles et déficientes visuelles.

Elle participe au financement individualisé d'aides humaines pour préserver l'autonomie et le

lien social. Le Dispositif National d'Aide À Domicile (ci-après le « DNAAD ») est une prestation extra légale contribuant au mieux vivre chez soi des personnes aveugles et déficientes

1/10

visuelles. La participation au titre du DNAAD de l'Unadev ne peut être accordée qu'aux personnes aveugles et malvoyantes selon les critères de la MDPH et ayant rempli l'obligation d'inscription à l'Unadev.

L'intervention du DNAAD doit permettre notamment aux Bénéficiaires d'assurer leur indépendance et de maintenir des relations avec leur environnement. Cette prestation extra-légale ne revêt aucun caractère obligatoire et ne saurait se substituer aux primo financements tels que la PCH, l'APA, les dispositifs des caisses de retraites ou de la CPAM.

L'attribution de cette aide est accordée dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle définie par le Conseil d'administration de l'Unadev. Toute nouvelle prise en charge n'est financée qu'après une évaluation des besoins à domicile par le Prestataire qui transmet la demande à l'Unadev qui seule apprécie notamment les critères d'éligibilité.

Les activités éligibles sont répertoriées dans le cahier des charges dont le Prestataire reconnaît avoir pris connaissance. L'Unadev ne saurait contribuer à la prise en charge financière de prestations en dehors de celles précisées dans le cahier des charges. Ces prestations permettent notamment aux Bénéficiaires d'assurer leur indépendance et de maintenir des relations avec leur environnement.

L'Unadev a regroupé tous les prestataires répondant aux critères posés et avec lesquels elle a signé une convention cadre sous l'expression « les prestataires labellisés Unadev » ou sous « le Label Unadev ».

Le Prestataire a candidaté et répond aux critères définis par l'Unadev. Aussi, les Parties se sont rapprochées pour librement négocier entre elles toutes les clauses de la présente convention cadre et ont arrêté ce qui suit.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Définitions

« **Convention** » : le présent document signé par les Parties et régissant leur relation.

« **Avenant Bénéficiaire** » : contrat conclu entre le Prestataire et un Bénéficiaire.

« **Bénéficiaire(s)** » : clients aveugles et malvoyants du Prestataire destinataires de ses prestations et faisant l'objet d'un Avenant Bénéficiaire.

« **Label Unadev** » : moyen d'information garantissant que le Prestataire labellisé Unadev remplit les critères d'interventions adaptés aux besoins des Bénéficiaires. Les Prestataires ayant le label Unadev ont préalablement candidaté pour obtenir le label.

« **Auto-évaluation annuelle** » : document remis annuellement par le Prestataire au plus le 28 février.

« **Bilan d'activité** » : document remis annuellement par le Prestataire au plus tard le 28 février.

Article 2 – Objet de la convention cadre

La présente convention cadre a pour objet de définir les obligations entre les Parties dans le cadre de la mise en place volontaire par l'Unadev d'une prestation comparable aux prestations extra-légales. Elle précise le cadre des relations avec les Bénéficiaires du Prestataire.

Article 3 – Engagements du prestataire

3.1. Relations avec l'Unadev

Le Prestataire s'engage à :

- Respecter tout au long de la relation les conditions posées par le cahier des charges pour bénéficier du Label Unadev. À défaut, le Label peut être retiré à tout moment.
- Informer immédiatement l'Unadev de tout changement de raison sociale, d'adresse, de structure, de fonctionnement, de coordonnées bancaires, de toute procédure de mise en redressement ou en liquidation judiciaire, de toute modification concernant l'agrément ou l'autorisation du service d'aide à la personne délivré par le département.
- Tenir une comptabilité permettant de suivre les opérations financières et comptables relatives au service d'aide à domicile.
- Signaler toute modification intervenant dans la situation du Bénéficiaire et ayant un impact sur la prise en charge proposée par l'Unadev (résiliation du Convention, arrêt des prestations momentanée ou définitive...)

Le Prestataire est informé que l'Unadev n'est pas garante du paiement de la prestation qu'il réalise pour le Bénéficiaire. En cas de non-paiement des prestations par le Bénéficiaire, le Prestataire ne pourra ni demander à l'Unadev de prendre en charge le paiement de la dette, ni demander à l'Unadev de lui fournir des renseignements sur le Bénéficiaire. Le Prestataire reconnaît que cette information est essentielle pour l'Unadev pour la conclusion de la présente Convention.

Le Prestataire déclare connaître et accepter les termes de l'accord conclu entre l'Unadev et chacun des Bénéficiaires.

La présente Convention étant conclue intuitu personae, notamment en raison de l'expertise, des compétences et du savoir-faire du Prestataire, il ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gratuit par l'une des Parties, ni d'une sous-traitance sans l'accord préalable et exprès de l'autre Partie.

3.2. Attestation de vigilance

Le Prestataire déclare être à jour de ses obligations en matière de sécurité sociale. Il en justifie en fournissant à l'Unadev une attestation de vigilance URSSAF le jour de la signature de la présente Convention, puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de la Convention.

Dans le cas où, en cours de Convention, le Prestataire ne transmettrait pas l'attestation de vigilance après deux relances et une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé réception, il sera considéré qu'il n'a pas respecté ses obligations contractuelles. Il sera redevable d'une pénalité forfaitaire égale à 5% du montant total TTC des interventions qu'il a réalisés au titre de la présente Convention sur les 12 derniers mois (euros hors taxes). La relation contractuelle pourra être suspendue à la seule initiative de l'Unadev jusqu'à remise effective d'une attestation de vigilance authentique et valide.

3.3. Auto-évaluation annuelle et bilan d'activité

Le Prestataire s'engage à remettre à l'Unadev une auto-évaluation annuelle et un bilan d'activité au plus tard le 28 février de chaque année. Les indicateurs attendus sont précisés en Annexe 3. Dans l'hypothèse de la mise en place d'un document type par l'Unadev, le Prestataire s'engage à le compléter.

Dans le cas où le Prestataire ne remettrait pas les documents demandés, il sera considéré qu'il n'a pas respecté ses obligations contractuelles. La relation contractuelle pourra être suspendue jusqu'à remise effective desdits documents et l'Unadev sera en droit de mettre fin à la présente Convention dans les conditions définies à l'**article 7.2**).

3.4. Relation avec le Bénéficiaire

Le Prestataire s'engage à informer les Bénéficiaires de ses modalités propres de fonctionnement, par la signature d'un contrat, indiquant notamment les modalités de résiliation, les tarifs et les conditions de prise en charge. Il est libre de fixer les conditions financières qu'il souhaite avec chaque Bénéficiaire. Le Prestataire, au regard de la particularité

du handicap visuel s'attachera à s'assurer que le Bénéficiaire est en capacité de prendre connaissance en toute autonomie des conditions de sa prestation et le cas échéant des conditions générales de réalisation de la prestation.

Dans le cadre de la relation entre le Prestataire et le Bénéficiaire, l'Unadev n'intervient en aucune manière. Le Prestataire et le Bénéficiaire régleront tout différent né de leur relation conformément aux dispositions du contrat de prestation. La responsabilité de l'Unadev de quelque nature qu'elle soit ne saurait être recherchée par le Prestataire dans le cadre de sa relation contractuelle avec le Bénéficiaire.

Le Prestataire s'engage, dans les limites et conditions fixées par la présente Convention, à faire assurer par un intervenant titulaire d'une formation d'accompagnant éducatif et social (AES) ou équivalente inscrite au RNCP, les missions qui sont les siennes auprès des Bénéficiaires qui remplissent les conditions d'admission prévues aux présentes et qui ont obtenu une prise en charge individuelle de l'Unadev.

Le Prestataire s'engage à observer et à faire observer à l'ensemble des salariés du service la plus stricte neutralité religieuse, politique ou syndicale dans leur relation avec les Bénéficiaires.

Dans l'éventualité où le Prestataire recueille en première intention la demande du Bénéficiaire ou de son aidant naturel, il devra transmettre le dossier de demande de prise en charge à Unadev à l'aide du dossier d'inscription.

Le Prestataire mentionnera dans la facture adressée au Bénéficiaire le montant de la prise en charge par l'Unadev. Cette mention est essentielle pour l'Unadev qui souhaite s'assurer qu'il n'y a pas de double paiement de la prestation.

3.5. Communication

Le Prestataire s'engage à afficher sur son site internet, le logo de l'Unadev et/ou à préciser qu'il bénéficie du « Label Unadev ». Il est autorisé à mettre un lien de renvoi vers la page du site de l'Unadev (<https://www.Unadev.com/>). Le logo et le lien de renvoi sont annexés (annexe n°4) aux présentes. Dans l'hypothèse où le Prestataire souhaite communiquer sur sa labellisation, il doit se rapprocher de l'Unadev pour convenir des termes de la communication. En cas de retrait du Label, le Prestataire s'engage à retirer de son site et de ses communications, toutes références à son ancien statut de labellisé sans délai.

Article 3 – Engagements de l'Unadev

L'Unadev s'engage à :

- Vérifier l'éligibilité du demandeur à une intervention et à son financement par le DNAAD. La prise en charge de l'Unadev n'étant pas rétroactive, elle ne débutera qu'après la réception de l'accord de prise en charge.
- Financer, dans une procédure de tiers payant, les heures de prestation d'aide à domicile conformément au barème de participation fixé par son Conseil d'Administration.
- Informer le Prestataire des conditions du DNAAD applicables pour chaque Bénéficiaire.
- Régler les factures au plus tard 60 jours après la date de réception.
- Sensibiliser une fois par an le personnel des structures intervenant auprès d'un public aveugle ou malvoyant, par la plateforme de sensibilisation mise à disposition et ou par des rencontres physiques ou virtuelles.

À titre d'information, l'Unadev annexera le montant de la prise en charge au moment de la signature des présentes. Il est précisé que ce montant individuel est également contraint par le budget annuel du DNAAD ainsi que les dispositions réglementaires.

En cas de modification de la prise en charge et des conditions de prise en charge, l'Unadev informera le Prestataire au moins 3 mois avant l'entrée en application de la nouvelle prise en

charge. Les conditions de prise en charge des Bénéficiaires peuvent être modifiées à la seule initiative de l'Unadev. Le Prestataire n'intervenant pas à cet égard, ne peut ni s'y opposer, ni contester ce changement unilatéral. Le Prestataire reconnaît accepter cette condition essentielle pour l'Unadev.

La participation de l'Unadev est versée au Prestataire sur présentation d'une facture mensuelle ou d'un bordereau mensuel de facturation mentionnant l'identité des Bénéficiaires et le nombre d'heures effectuées. Les modalités sont inscrites dans la procédure de facturation, spécifiée dans le cahier des charges émis par l'Unadev dans le cadre du DNAAD.

Les factures doivent au plus tard parvenir deux mois après l'exécution de la prestation. En fin d'année civile, les dernières factures devront parvenir au plus tard le 31 janvier de l'exercice N+1.

Article 4 - Renouvellement annuel de la prise en charge

La prise en charge d'heures du DNAAD est accordée annuellement à chaque Bénéficiaire. La reconduction est liée au renouvellement au plus tard le 28 février de son inscription à l'Association et à la transmission des documents demandés. Au 28 février de chaque année, l'Unadev informera le Prestataire des Bénéficiaires qui ne sont pas à jour de leur inscription. La prise en charge de l'Unadev sera suspendue, sans délai et jusqu'à la réception et au traitement du dossier complet. À titre indicatif, le délai de traitement est compris entre 1 et 2 mois. Il n'y aura pas de prise en charge rétroactive.

En conséquence, le non-respect de ces délais entraînera une interruption automatique et sans délai de la prise en charge par l'Unadev. Aucune indemnité, ni prise en charge ne pourra être demandée à l'Unadev pendant ce délai.

Article 5 - Contrôle de l'Unadev

L'Unadev se réserve le droit de procéder à tout moment à des audits administratifs ou comptables (effectivité, qualité, facturation) auprès de la structure, ou à des enquêtes de satisfaction auprès des Bénéficiaires. Les enquêtes de satisfaction commandées par l'Unadev seront à la charge exclusive de l'Unadev.

Le Prestataire s'engage à faciliter la réalisation des audits commandés par l'Unadev et à produire tout document que l'Unadev et/ou l'auditeur jugerait nécessaire à leur réalisation. À défaut de manquement constaté, l'Unadev prendra en charge l'ensemble des coûts. Dans l'hypothèse où l'audit indiquerait un manquement, une faute de la part du Prestataire, le Prestataire devra prendre en charge l'ensemble des coûts relatifs à cet audit sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'Unadev.

L'Unadev se réserve la possibilité de partager les résultats de l'audit avec le Prestataire. Ce dernier, à défaut, de prendre en charge au moins la moitié du coût, n'est pas en droit d'exiger les éléments issus de l'audit.

Article 6 – Durée de la convention

La présente Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et se terminera le 31 décembre 2027. Elle est conclue pour une durée ferme. Elle ne pourra être reconduite que par voie d'avenant après accord des Parties, la tacite reconduction étant exclue.

Elle peut être résiliée dans les conditions posées aux présentes, par mail avec accusé réception ou lettre recommandée avec accusé réception.

Les Avenants Bénéficiaires qui seront signés avec chaque Bénéficiaire du Prestataire ne modifient pas la présente Convention.

Article 7 – Responsabilités - Garanties

Le Prestataire est seul et entièrement responsable de l'organisation de la prestation, l'Unadev n'intervenant pas dans la réalisation de la prestation de services. Sa responsabilité ne pourrait être engagée.

À ce titre, le Prestataire garantit notamment l'Unadev contre toute mise en cause, tout recours ou action qui serait exercé par un Bénéficiaire ou un tiers à l'encontre de l'Unadev dans le cadre de la présente Convention et/ou du fait de l'utilisation par l'Unadev des données et informations qui lui auront été communiquées par le Prestataire.

Article 8 - Clauses de confidentialité et protection des données personnelles

Le Prestataire s'engage à tenir confidentielles toutes les informations relatives à l'activité de l'Unadev et s'interdit d'utiliser ou de communiquer à quiconque, sauf stricte nécessité, directement ou indirectement, tout ou partie des informations confidentielles.

Sont notamment considérées comme confidentielles toutes informations relatives à l'activité de l'Unadev, aux données personnelles du Bénéficiaire Unadev, aux conditions qui lui ont été consenties, aux campagnes et budgets dont il aura été chargé au titre de la présente Convention.

Le prestataire s'engage, conformément à l'article 1120 du Code Civil, au respect du présent engagement de confidentialité et à la faire respecter par son personnel et par ses sous-traitants éventuels.

Article 9 – Indépendance des Parties

Les Parties sont indépendantes. Chacune respecte l'indépendance de l'autre.

La liberté de choix de l'utilisateur reste fondamentale et dans cet esprit il ne peut y avoir exclusivité de collaboration avec le Prestataire. L'Unadev informe le Prestataire qu'elle a signé des conventions du même type avec des entités concurrentes et dans le même périmètre géographique.

Les Parties reconnaissent qu'elles ont librement négocié l'ensemble des clauses de la présente Convention.

Article 10 – Conditions de résiliation et règlement des différends

10.1 Résiliation à tout moment

Chaque Partie peut résilier à tout moment la présente Convention cadre de manière unilatérale et sans avoir besoin de justification, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 6 mois.

10.2. Résiliation en cas d'inexécution

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre Partie de l'une des obligations prévues à la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception et restée sans réponse pendant un délai de 15 (quinze) jours, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient éventuellement être réclamés.

En cas de crise sanitaire et/ou de déclaration de l'état d'urgence par le gouvernement empêchant l'exécution de la présente Convention, l'Unadev pourra suspendre sa prise en charge sans délai. Elle notifiera sa décision par courriel au Prestataire. Tout autre événement présentant les critères de la force majeure conformément aux articles 1218 et suivants du

Code civil, permettra à chaque Partie de résilier la présente Convention et l'ensemble des avenants dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification par tout moyen écrit. Il est entendu par les Parties que celle qui envoie la résiliation doit s'assurer de la bonne réception par l'autre Partie, notamment quand la notification intervient par un autre moyen qu'un courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de maintien du dispositif par l'Unadev en situation de crise sanitaire et/ou de déclaration de l'état d'urgence, l'Unadev ne sera tenue qu'à la prise en charge des prestations réellement effectuées. En effet, les annulations demandées par les Bénéficiaires ou du fait pour le Prestataire de l'impossibilité d'exécuter ses prestations pour quelques raisons que ce soit qui donnent lieu à une facturation seront exclusivement facturées au Bénéficiaire conformément au Convention qui lie par ailleurs le Bénéficiaire et le Prestataire.

Le prestataire est tenu de remettre à l'Unadev une auto-évaluation annuelle basée sur les critères définis par l'Unadev et un bilan d'activité au plus tard le 28 février de chaque année. À défaut de remise de ces documents au 28 février et dans un délai d'un mois après la mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'Unadev, l'Unadev pourra résilier de plein droit la convention cadre et l'ensemble des avenants sans que le Prestataire ne puisse prétendre à aucune indemnité. Le Prestataire supportera l'ensemble des conséquences liées à la résiliation des avenants avec les Bénéficiaires, du fait du non-respect de la présente Convention.

10.3. Résiliation pour comportement grave

Conformément aux articles 1224 et 1226 du Code civil, en cas de comportement suffisamment grave rendant manifestement impossible la poursuite des relations contractuelles, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable.

10.4. Conséquences de la résiliation sur les avenants bénéficiaires

Les avenants signés entre l'Unadev et chaque Bénéficiaire font partie intégrante de la présente Convention.

La résiliation de la présente Convention-cadre aura pour conséquence la résiliation de chaque avenant bénéficiaire.

De même, la résiliation d'un Avenant Bénéficiaire par l'Unadev ou le Bénéficiaire mettra fin à la prise en charge accordée par l'Unadev.

Article 11 - Clause pénale

En cas de non-respect par le Prestataire de ses obligations prévues au terme de l'Option choisie, l'Unadev considérera automatiquement que le Prestataire n'aura pas respecté ses obligations contractuelles.

Sans préjudice de la mise en œuvre de la clause résolutoire visée à l'Article 4, et de la demande d'allocation de dommages intérêts, les Parties conviennent que le Prestataire sera alors redevable d'une indemnité forfaitaire égale à 10% du montant total TTC des interventions qu'il a réalisé au titre de la présente Convention sur les 12 derniers mois.

Article 12 - Protection des données personnelles

En application du règlement (UE) 2016/679 adopté par le Parlement européen et le Conseil en date du 27 avril 2016 est applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le Règlement ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier les règles concernant la collecte, l'enregistrement, la conservation des informations nominatives et le respect de l'exercice des droits des personnes concernées.

Le Prestataire n'est pas un Sous-traitant de l'Association. Le Prestataire s'engage à informer et à recueillir le consentement écrit des Bénéficiaires pour la transmission de certaines données à caractère personnel à l'Unadev dans le cadre de la présente Convention et pour bénéficier du DNAAD. Le Prestataire devra transmettre le consentement écrit du Bénéficiaire avec l'envoi du dossier.

Par ailleurs, l'Unadev conservera les données du Prestataire strictement nécessaires au respect de ses obligations légales. Le Prestataire peut exercer ses droits par mail directement auprès du délégué à la protection des données de l'Unadev (dpo@unadev.com).

Article 13 - Règlement des différends

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de différend né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de trouver une solution à l'amiable, à l'initiative de la partie la plus diligente. En cas de désaccord persistant, la convention sera résiliée automatiquement un (1) mois après la date de première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception de la Partie qui souhaite mettre un terme à la négociation amiable, sans préjudice de tout dommage et intérêt qui pourrait éventuellement être réclamé.

Il est fait attribution de compétence aux juridictions judiciaires du siège social de l'Unadev.

ARTICLE 14 - Élection de domicile

Pour toutes notifications effectuées dans le cadre du Convention, chacune des Parties déclare faire respectivement élection de domicile aux adresses stipulées en-tête des présentes.

Toute notification qui devrait être faite en application des dispositions du Convention le sera par tout moyen écrit. À défaut de lettre recommandée avec demande d'avis de réception y compris au format numérique, la Partie à l'origine de l'envoi devra s'assurer de la bonne réception de sa notification par l'autre Partie par tout moyen écrit y compris un retour de mail. Les accusés de réception qui seraient adressés par voie électronique seront envoyés aux adresses suivantes :

Pour l'UNADEV :

- ++mail du 1^{er} contact++
- ++mail du 2nd contact==

Pour le prestataire :

- ++mail++

Le texte de la notification sera rédigé en français et devra être clair et sans équivoque sur l'objet de la notification.

La notification sera réputée avoir été adressée par le notifiant au jour de la date postale portée sur le bordereau de remise, et elle sera réputée avoir été reçue par le destinataire au jour de la date figurant sur l'accusé de réception ou sur l'avis de passage (ou sur le suivi en ligne du courrier, pour les cas où il aurait été acheminé par un service de messagerie expresse ne donnant pas lieu au renvoi d'un avis de réception). Pour le cas où cette date ne correspondrait pas à celle d'un jour ouvré, la date de réception sera celle du premier jour ouvré suivant. Les samedis seront présumés ne pas être des jours ouvrés. En dehors de cette présomption, il appartiendra le cas échéant au destinataire de la notification de prouver, par des éléments objectifs et antérieurs à la notification, que le jour de réception de la notification n'était pas un jour ouvré.

Toute modification de l'élection de domicile d'une Partie devra être notifiée dans les formes précisées ci-dessus l'autre Partie.

Article 15 - Signature électronique


La présente Convention pourra être signée par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique avec authentification par e-mail du signataire mis en œuvre par DocuSign. Le cas échéant, un exemplaire du document numérique signé sera délivré à chacune des Parties directement par DocuSign. Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique des présentes ne puisse être apposée que par leur représentant légal respectif habilité à cet effet. Chaque Partie est responsable de la conservation et de l'archivage des documents signés. Le document est régularisé une fois que toutes les Parties l'ont signé.

Pour l'Unadev
Manuelle MELLADO
Présidente

Adresse mail utilisée pour accéder à la
plateforme de signature :

Pour le Prestataire

Adresse mail utilisée pour accéder à la
plateforme de signature :

DocuSigned by:

42B108C79C0B495...

Annexe 1 : Cahier des charges :

Annexe 2 : Indicateurs annuels

Indicateurs clés à fournir annuellement :

- 1) Nombre de Bénéficiaires concernés
- 2) Nombre d'heures d'intervention réalisées dans le cadre de la Convention Unadev
- 3) Nature des interventions réalisées au domicile dans le cadre de la convention
- 4) Taux de satisfaction des Bénéficiaires (enquête de satisfaction interne)
- 5) Nombre d'intervenants ayant participé à une action de formation/sensibilisation sur la déficience visuelle – Dont actions proposées par l'Unadev
- 6) Actions de communication ou de valorisation du label
- 7) Actions spécifiques permettant l'amélioration de la qualité du service rendu auprès des bénéficiaires concernés par la Convention